

Lula se trompe-t-il sur l'Iran ?¹



Par Breno Altman²

Source : *Opera Mundi* - 14/04/2010 -

http://operamundi.uol.com.br/opiniaio_ver.php?idConteudo=1094

Traduction : Roger Guilloux pour Autres Brésils

De nombreux articles, dans la presse nationale et internationale, s'évertuent à démontrer le soi-disant isolement du gouvernement brésilien dans la discussion sur les sanctions contre le pays dirigé par Mahmoud Ahmadinejad.

Même les secteurs progressistes expriment de fortes réserves face à l'insistance du président Lula à vouloir défendre une issue négociée avec les Iraniens. Il est vrai que l'on ne peut pas affirmer que le régime des ayatollahs corresponde aux paradigmes démocratiques, humanistes et laïques qui font partie des valeurs de la gauche.

¹ (NdTr) L'auteur nous invite à lire également trois autres articles mettant en évidence une certaine indépendance du Brésil en matière de politique extérieure : [O Brasil pisou na bola em Honduras?](#) [OEA, herança maldita da Guerra Fria](#) [Cuba, Israel e a dupla moral](#)

² (NdTr) Breno Altman est journaliste et directeur de la revue *Opera Mundi*

Mais la question à laquelle il n'est pas possible d'échapper, est de savoir quels sont les véritables motifs des récents mouvements de pression contre l'Iran dont la mise au rebut ressemble déjà à ce qui avait précédé l'invasion de l'Irak. Une fois de plus, une nation qui s'oppose à l'hégémonie impérialiste est accusée de développer des armes de destruction massive. Une fois encore, on entend les roulements de tambours annonçant la guerre.

Les Etats-Unis sont le principal mentor de cette escalade contre le gouvernement Ahmadinejad. Bien évidemment, les discours d'Obama et d'Hillary Clinton abondent en allusions à la liberté. Ce n'est pas une nouveauté : l'appui aux coups d'Etat réalisés par les militaires en Amérique Latine et la guerre contre le Vietnam - pour ne citer que ces deux exemples - ont également été menés à bien au nom de la défense du "monde libre".

Il n'y a pas, non plus, de surprise en ce qui concerne les véritables raisons qui justifient la politique de la Maison Blanche. L'époque de l'intempérance guerrière de Bush est derrière nous mais, sous le discours plus policé et cosmopolite de Barack Obama, les mêmes axiomes géopolitiques sont toujours en vigueur. Comme le dit le dicton populaire : le loup change de fourrure mais ne perd pas sa vigueur.

Le premier des grands motifs stratégiques est la lutte ancienne pour le contrôle des sources d'énergie. Et le Moyen Orient continue à en être le principal théâtre d'opérations. La déstabilisation de l'Iran et son éventuel glissement vers la sphère d'influence nord-américaine, comme cela s'est produit avec l'Irak, constitueraient un formidable apport au secteur des ressources pétrolières se trouvant sous la tutelle de la grande puissance.

Plus important que le blocage de l'accès de Téhéran à la production nucléaire, ce qui importe pour Washington, c'est d'asphyxier un gouvernement hostile à ses intérêts, suivant en cela la logique politico-militaire en vigueur depuis 2001. Jusqu'à cette époque, les USA déléguaient leur présence dans cette partie du monde à la machine de guerre israélienne et aux alliances avec les gouvernements arabes qui leur étaient favorables. Au cours des dix dernières années, cependant, ils ont remplacé cette politique par l'intervention directe.

Cette nouvelle orientation, cependant, ne signifie pas qu'ils abandonnent à leur sort leurs amis fidèles. Faire tomber le régime islamique de l'ancienne Perse conduirait à un changement important dans l'équilibre régional des forces. L'Etat sioniste n'aurait plus d'adversaire militaire à sa hauteur. Les factions les plus radicalisées de la résistance palestinienne perdraient leur principal allié. Les gouvernements arabes pro-américains auraient plus de tranquillité en raison d'un probable effritement des courants islamiques internes. Et voilà la seconde raison de l'offensive contre Ahmadinejad.

La troisième, qui n'est pas moins importante, a une portée mondiale. Elle a trait à l'ordre nucléaire mis en place après la disparition de l'Union soviétique. Plus que l'hégémonie économique et culturelle, l'effondrement du système socialiste a enfin donné aux USA la possibilité d'exercer une suprématie militaire inédite et dont l'épicentre est le contrôle de l'arsenal atomique et de son processus de fabrication.

Le siège contre l'Iran se produit au même moment que les efforts de la Maison Blanche visant à modifier le Traité de non-Prolifération Nucléaire (TNP). Ce document, qui date de 1968, confie le monopole des armes nucléaires à cinq pays : USA, Russie, France, Chine et Grande Bretagne. Les autres signataires de ce traité renoncent au développement de l'énergie atomique à des fins militaires. Dans cette liste de signataires, ne figurent ni le Pakistan, ni l'Inde ni Israël.

Les actuelles limites prescrites par le TNP sont toutefois insatisfaisantes pour les USA et éventuellement pour d'autres nations car elles n'empêchent pas le développement complet de la technologie nucléaire ni la commercialisation de l'uranium enrichi par les pays qui ne font pas

partie du club de la bombe. Cette insatisfaction est à l'origine de la convocation d'un sommet sur la Sécurité Nucléaire à Washington les 12 et 13 avril.

La préparation de ce sommet fut marquée par deux événements "vendus" par les médias comme "historiques". Le premier était le nouveau Traité de Réduction des Armes Stratégiques (START, en anglais), signé le 8 avril entre la Russie et les USA et selon lequel chacune de ces puissances réduirait, avant 2017, à 1550 le nombre de ses ogives nucléaires opérationnelles. Cet accord ne fait cependant pas état de réductions ou de limites en ce qui concerne les milliers de bombes stockées afin de ne pas aller à l'encontre des exigences de l'industrie militaire nord-américaine et de son lobby parlementaire. Non seulement la réduction de l'arsenal militaire est timide mais la possibilité de renouvellement et de substitution reste intacte.

Un autre événement s'est produit le 6 avril, il s'agit de la diffusion, par le gouvernement nord-américain, de sa nouvelle politique en matière de défense nucléaire. Bien que les USA aient dit avec force qu'ils n'utiliseraient pas l'arme atomique en cas d'agression avec des armes conventionnelles, chimiques ou biologiques ou encore contre des pays qui ne possèdent pas l'arme nucléaire, leur déclaration a laissé clairement entrevoir que des exceptions seraient faites à l'encontre des nations qui n'auraient pas signé le TNP ou qui, soi-disant, le violeraient.

Ces deux événements, accompagnés de promesses et de gestes pacifiques, avaient été programmés de manière à créer un climat positif lors de ce sommet. Qui plus est, la Maison Blanche avait réussi à obtenir une attitude favorable de la Russie sur la question iranienne en échange d'un engagement à maintenir dénucléarisés les pays de son entourage. Le même geste a été réalisé en direction de la Chine concernant sa zone d'influence ; elle bénéficie également d'autres compensations économiques.

Autant de pas dans une direction où l'un des objectifs principaux est d'obtenir l'adhésion au protocole de révision du TNP qui accroît les pouvoirs de l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique). Cette Agence aurait la responsabilité de contrôler le commerce mondial de l'uranium enrichi, même à des fins pacifiques. Elle aurait également le droit de réaliser des inspections surprises, sans négociation préalable, dans les pays suspects. Le monopole atomique, dans la pratique, serait étendu également à l'usage non militaire de l'énergie nucléaire, usage qui serait soumis à un système international de licences et de contrôles.

Et qu'est-ce que le Brésil a à voir avec tout cela ?

Le président Lula a déclaré que son pays ne serait pas signataire de ce protocole, estimant qu'il portait atteinte à la souveraineté nationale et qu'il serait un obstacle au développement du pays. Il a également réaffirmé sa conviction du caractère discriminatoire du TNP, lequel, sous couvert d'une recherche de la paix, maintient le déséquilibre militaire entre les nations.

Une rencontre avec Téhéran étant prévue en mai, le président brésilien s'est de nouveau prononcé contre de nouvelles sanctions à l'égard des Iraniens. Cette posture n'est pas seulement dictée par les intérêts commerciaux même si ceux-ci sont importants dans une stratégie de diversification des marchés. Fondamentalement, elle a à voir avec la raison d'Etat.

L'adoption de punitions additionnelles contre l'Iran, dans une progression qui aurait l'agression militaire pour horizon, signifierait le renforcement d'une jurisprudence qui considère l'autodétermination des Etats nationaux comme étant un droit subordonné à d'hypothétiques et indivisibles intérêts mondiaux, généralement dictés par la principale puissance militaire. Pressions exercées à partir d'institutions internationales ou venant d'ailleurs, en fonction des possibilités et des convenances de celle-ci.

En réalité, l'Iran n'est impliqué dans aucun conflit armé avec ses voisins et ne cherche pas, non plus, à brider, par la force, les droits d'autres peuples. Ce qui n'est pas le cas d'Israël, pays

nucléaire clandestin et dont la politique belliciste et d'oppression à l'encontre des Palestiniens fait fi de tous les accords et résolutions internationales.

Il n'est pas nécessaire en fait, d'être supérieurement intelligent pour mesurer la portée de cette démarche favorable à une intervention préventive. A quelles menaces serait soumis le Brésil, par exemple, dans le cas où un manque d'eau dans l'hémisphère Nord ferait de ce bien un objet d'envie et de nécessité, justifiés par de tels "intérêts mondiaux" ? Ou encore quel sort serait réservé à l'Amérique Latine si, celle-ci, par exemple, en venait à constituer un bloc militaire autonome ?

La position du président Lula concernant l'Iran est peut-être minoritaire mais elle exprime la résistance de ceux qui défendent, contre l'institutionnalisation d'un empire, un ordre mondial fondé sur l'union souveraine et égalitaire de nations libres.

AUTRES BRESILS

21ter rue Voltaire

75011 Paris

Tel. : 01 40 09 15 81

www.autresbresils.net